BULLETIN CRITIQUE

N1 2ème TRIM.78 3F

SOMMAIRE

LIGNES D'ORIENTATION DE C.P.A.O - L'AUTONOMIE OUVRIERE ET LA QUESTION SYNDICALE - L'IMMOBILISME BORDIGUISTE - LE C.C.I FACE A L'INTERVENTION DANS LA CLASSE - CORRESPONDANCE AVEC LE B.L.E.T ET LE P.I.C...- NOTES SUR LE REFORMISME TRADUIT DE LA REVUE "COLLEGAMENTI".

Publié par Combat Pour l'Autonomie Ouvriere.

LIGNES D'ORIENTATION DE "COMBAT POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE" DEFINIES A LA REUNION DES 26 ET 27 MARS 78.

INTRODUCTION

Le CAPITAL n'a cessé d'accroitre sa domination depuis ces cinquantes dernières années ; en pénétrant l'ensemble du tissu social le rapport salarial et le rapport marchand ont soumis toujours plus d'hommes aux lois du CAPITAL...Le pouvoir économico-politique de l'Etat n'a cessé de se développer...Quant à la contre-révolution des années 20, elle a permis un terrible recul de l'associationnisme ouvrier et le perfectionnement syndical de l'encadrement de la classe ouvrière. Pourtant cette restructuration élargie du CAPITAL mondial n'a ni empêché la remontée de la lutte autonome du prolétariat et n'a ni réglé les contradictions mortelles du système liées à la lutte des classes...En l'absence d'une résistance réelle de la classe ouvrière, le CAPITAL n'a pas échappé non plus à ses propres contradictions économico-politiques (concurrence, lutte entre les blocs, réadaptation à la "décolonisation", rôle des multi-nationales...). Mais c'est, en dernier recours, sur le plan du rapport classe dominante/classe exploitée que le CAPITAL tente de régler ses crises et d'assurer sa perennité. C'est donc essentiellement dans le procès de production, par l'extorsion quantitative et qualitative de la plus-value, que se joue le sort du Capital puisque l'activité du prolétariat y est concentrée, puisque c'est là que peut s'effectuer le renversement social. En ce sens, il n'y a pas de cycle économique "catastrophique" du Capital, ni mécanisme décadent. Le Capital en se développant opère en fait une fuite en avant et ne cesse de porter ses contradictions à un niveau supérieur. C'est de l'activité consciente de la classe ouvrière que surgira la rupture communiste et non de l'effondrement économique du capitalisme.

PLATE-FORME POLITIQUE

1) En se développant le CAPITAL a développé ses propres fossoyeurs, accentuant l'homogénéïsation de l'ensemble des couches sociales liées à l'organisation capitaliste du travail et à la valorisation...Autour de l'entreprise, base de la production capitaliste, s'est développé un secteur productif caractérisé par l'introduction de la division du travail à grande échelle et destiné à entretenir l'extorsion et la réalisation de la plus-value. Ce secteur directement ou indirectement lié au réseau de la production industrienne vit au rythme de la lutte du prolétariat et s'identifie tendanciellement aux intérêts historiques de celui-çi (luttes des postiers, des cheminots, des secteurs hospitaliers, des employés de Banque, des fonctionnaires, etc...). Si le prolétariat d'usine reste le moteur de la résistance générale au CAPITAL au vu de ses immenses potentialité de lutte (concentration), le combat des autres couches prolétarisées prend, dans les capitalismes avancés, une importance croissante (U.S.A, GRANDE-BRETAGNE notamment...). Les fractions révolutionnaires doivent assurer un travail de liaison entre ces luttes et celles du secteur industriel afin d'accélerer l'unification de la classe ouvrière dans sa tâche historique: abolir le salariat et les rapports marchands.

2) La rupture communiste est l'acte révolutionnaire dont le prolétariat est l'agent historique. En s'affrontant simultanément à l'organisation du travail au salariat et à l'Etat, le prolétariat sera contraint de remettre en cause l'ensemble des rapports sociaux. La phase de passage au communisme c'est l'extension MONDIALE de la DICTATURE DU PROLETARIAT qui visera à la destruction violente des forces du vieux monde ! Seule l'auto-organisation permanente du prolétariat et l'ébauche de rapports sociaux nouveaux est la garantie de la réalisation communiste par l'écrasement SOCIAL des forces pratiques et idéologiques de la contre-révolution. Dans ce processus, le rôle des fractions communistes sera fondamental pour éviter l'autonomisation d'un nouvel Etat exploiteur, pour combattre la mise sur pied d'un partage des tâches fondé sur les critères de l'ancienne société...Il s'agira de lutter afin de dépasser

tant sur le plan des rapports de production que sur le plan idéologique le cadre de l'usine, il s'agira d'appuyer sans cesse sur le contenu anti-salarial et anti-mercantile de la révolution et non pas faire l'inverse ou penser "dominer" les rapports marchands et salariaux indépendamment du niveau d'émancipation atteint par l'activité autonome des masses...

3) L'organisation du prolétariat en classe révolutionnaire est un préalable à la révolution communiste.

4) L'unification du prolétariat en classe révolutionnaire ne peut se réaliser qu'autour de la CONSCIENCE de sa pratique, cette unification est POLITIQUE. Les prolétaires ne peuvent s'associer de façon permanente que sur la défense du projet communiste contenu dans leur lutte. Toute organisation "ouvrière" qui ne se fixe pas l'objectif et les moyens de la destruction du CAPITAL est une organisation de conservation sociale, bourgeoise par nature, contre-révolutionnaire par fonction...

5) Les luttes immédiates sont le terrain d'intervention des fractions communistes de la classe. Cela signifie qu'au sein du combat prolétarien, les communistes révolutionnaires proposent les moyens les plus radicaux et développent la critique intraitable du corporatisme, de l'usinisme, du syndicalisme et tentent de développer l'autonomie de la classe. Les organismes que la classe se donne dans ses luttes (comité de grève, comités de coordination, conseils, etc...) sont le lieu d'affrontement entre les forces capitalistes (réformistes, staliniens,...) et les forces révolutionnaires, ces organes ne sont pas "en soi" des garanties du contenu révolutionnaire de la lutte.

6) Les communistes révolutionnaires ont donc à charge d'intervenir au sein des luttes ouvrières qui démarrent forcément dans l'usine, voire dans l'atelier. Le mode d'organisation des communistes doit être lié aux modalités de la lutte du prolétariat, sans que cela soit pour autant une adaptation à ces modalités. L'organisation communiste doit intervenir comme telle sans dissimuler ses buts. Seul un réseau inter-entreprise édifié autour de la défense du projet révolutionnaire répond aux exigences et aux caractéristiques de la lutte de la classe.

7) Une telle organisation n'est ni une somme de cellules d'entreprises soumises à un centre politique extérieur, ni une fédération de groupes autonomes localistes et généralement usinistes, mais une organisation UNITAIRE ouverte aux non -prolétaires mais faisant prévaloir le point de vue historique du communisme et le primat de l'activité prolétarienne dans sa réalisation.

8) Le développement inégal de la CONSCIENCE au sein du prolétariat mondial implique qu'il ne peut exister une compréhension "finie" du mouvement révolutionnaire, il n'y a pas de "Parti" qui puisse concentrer la compréhension théorico-pratique de la classe elle-même. Ce sont les nécessités pratiques qui découlent de la lutte de classe réelle qui déterminent dialectiquement l'approfondissement de la conscience de la classe et son expression théorique.

9) L'organisation communiste (fraction) est d'abord une organisation de combat et non un simple cénacle d'étude de la réalité de la lutte des classes. Elle tend, non seulement à exprimer la tension au communisme (conscience) contenue dans la lutte du prolétariat, mais tend à modifier les conditions mêmes de la maturation de celle -ci en y pesant comme facteur pratique. En accélérant l'autonomisation et l'unification de la classe, l'organisation communiste ne se borne pas à proposer la forme idéale d'organisation de la lutte prolétarienne mais influe essentiellement sur son contenu et la perspective historique (révolution) qui lui est liée...L'intervention de l'organisation communiste permet la rupture révolutionnaire "jusqu'au bout" ! Refuser ce rôle de l'organisation communiste revient à voir dans l'autonomisation du prolétariat un mécanisme et un gradualisme (le prolétariat devient peu à peu communiste ou révolutionnaire...). Refuser le rôle de l'organisation communiste qui est l'organisation UNITAIRE de la classe c'est opposer une "spontanéité" ouvrière à l'expression communiste, c'est nier la liaison dialectique entre tension au communisme et autonomie prolétarienne.

10) L'organisation révolutionnaire est unifiée autour de la défense de la plate-forme et de ses conséquences dans les luttes. Cette nécessité de centraliser les efforts et les énergies révolutionnaires n'est pas antagonique à l'existence de points de vue distincts sur certains aspects secondaires de la compréhension théorique, il ne peut y avoir unanimité programmatique car il ne peut y avoir synthétisation du mouvement communiste mondial, il ne peut y avoir compréhension globale pure, il y a simplement détermination de l'essentiel.

ANNEXE 1

Le gauchisme, trotskiste et marxiste léniniste (maoïste) n'existe que comme flanc-garde de la gauche officielle. Spécialisé dans la récupération des énergies prolétariennes autonomes, le gauchisme est directement confronté à l'émergence du mouvement communiste au sein des luttes, d'où sa crise actuelle...Le gauchisme ne mourra pourtant pas de lui-même, le mouvement communiste devra lui passer sur le corps non pas à coups d'invectives idéologiques qui relèvent de l'exorcisme, mais au moyen d'un travail réel de renforcement de l'autonomie ouvrière par l'établissement d'une organisation unitaire de la classe solidement implantée.

ANNEXE 2

On se reportera utilement aux articles contenus dans les quatre premiers numéros de C.P.A.O et qui complètent les positions générales exprimées ici :

Dans le nº 1
- LUTTE AUTONOME DU PROLETARIAT ET INTERVENTION COMMUNISTE
- CE QUE NOUS VOULONS

Dans le nº 2
- La gangrène nationaliste

Dans le nº 3
- BRISER L'ISOLEMENT !
- CRISE DU MILITANTISME OU CRISE DU GAUCHISME ?
- A propos des groupes ouvriers autonomes

Dans le nº 4
- L'ensemble des articles critiquant l'eléctoralisme...

L'AUTONOMIE OUVRIERE ET LA QUESTION SYNDICALE...

Pour les fractions révolutionnaires préoccupées d'intervenir dans la lutte réelle de la classe ouvrière, la question du syndicalisme est quotidiennement posée. La caractérisation des syndicats comme organes contre-révolutionnaires au service du Capital ne permet pas de cerner toute la complexité de la nature du "syndicalisme". L'implantation syndicale dans la classe permet l'entretien d'une confusion accentuée par la présence au sein des syndicats d'une quirielle de groupes "politiques" semi-radicaux, gauchistes ou anarchistes, voire ultra-gauche (bordiguistes) qui font de certains syndicats de véritable fourre-tout idéologiques (la CFDT en France, la CNT en Espagne par exemple) centrés autour d'une compréhension commune qui consiste à penser que les syndicats sont, en dernière analyse, le reflet (même déformé) du niveau de conscience immédiat du prolétariat... Si pour certaines fractions, être dans le syndicat constitue un pis-aller en attendant l'irruption d'une remontée de l'associationnisme ouvrier, pour d'autres le syndicat, aujourd'hui dirigé par les "traitres" reste l'organe privilegié dans lequel s'engouffrera le mouvement de masse demain...Pourtant, un certain nombre d'indices nous permettent de comprendre que le prolétariat devra forcement s'organiser contre les syndicats, car il ne peut prétendre réinvestir des organes passés dans le camp bourgeois, c'est à dire faisant partie de la structure étatique et idéologique du Capital. Beaucoup, pour justifier leur "syndicalisme" se réclament du passé du mouvement ouvrier et du "marxisme" , en fait il leur faut falsifier ce passé qui nous montre que le courant révolutionnaire communiste réel a toujours combattu la logique revendicativiste du syndicalisme...Mais en fait c'est le développement même du Capital qui nous a donné la nature dela fonction sociale des syndicats. Les articles qui suivent tentent d'aborder l'aspect historique et tactique du problême syndical.

LA FONCTION HISTORIQUE DU SYNDICALISME ET SA CRITIQUE

"De par son simple développement, l'industrie moderne fait nécessairement pencher toujours davantage la balance en faveur du capitaliste et au détriment de l'ouvrier, la production tendant en général à rabaisser, et non à élever, le niveau moyen du salaire, c'est à dire à ramaner plus ou moins la valeur du salaire à sa limite minimale. Mais si telle est bien la tendance des choses dans ce système, est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à résister aux empiètements du capital et abandonner ses efforts pour arracher une amélioration passagère de sa situation dans les occasions qui peuvent se présenter ? Si elle le faisait, elle se dégraderait au niveau d'une masse informe, paupérisée, d'êtres faméliques pour lesquels il n'y aurait plus de salut. Je pense avoir démontré que les luttes pour des salaires normaux sont des épisodes inséparables du système du salariat dans son ensemble, que dans 99 cas sur 100 ses efforts pour relever les salaires ne sont que des tentatives pour maintenir la valeur donnée du travail, et que la nécessité d'en discuter le prix avec le capitaliste est inhérente à la condition qui l'oblige à se vendre elle-même comme marchandise.

Lâcher pied, sans courage, dans ce conflit quotidien avec le capital, ce serait perdre irrémédiablement la faculté de se lancer un jour dans un mouvement plus vaste.

Cependant, et tout à fait en dehors de l'asservissement général qu'implique le système du salariat, les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. Ils ne doivent pas oublier qu'ils combattent les effets et non les causes, qu'ils ne peuvent que ralentir la chute mais non en changer la direction, qu'ils appliquent des palliatifs mais ne guérissent pas le mal.

Ils ne doivent donc pas se laisser absorber complètement par ces escarmouches inévitables qui naissent sans arrêt des empiètements du capital ou des oscillations du marché. Ils doivent comprendre que le système actuel

avec toute la misère qu'il leur inflige, engendre en même temps les conditions matérielles et les formes sociales nécessaires pour la transformation économiques de la société.

Au lieu du mot d'ordre conservateur : "Un juste salaire pour une juste journée de travail", ILS DOIVENT INSCRIRE SUR LEUR BANNIERE LE MOT D'ORDRE REVOLUTIONNAIRE : ABOLITION DU SALARIAT.

Les syndicats agissent utilement en formant des centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but quand ils font un usage peu judicieux de leur force. Ils le manquent entièrement lorsqu'ils se contentent de mener une guerre d'escarmouches contre les effets du système actuel, au lieu d'essayer en même temps de le changer, en se servant de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation finale de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour abolir une fois pour toutes le salariat."

Marx : manuscrit sur le salaire, en annexe de travail salarié et capital (1849).

Il y a plus d'un siècle, les communistes soutenaient l'apparition des syndicats en tant qu'association d'ouvriers contre le capital. La création des syndicats marquait la constitution du prolétariat en classe agissante et révolutionnaire, en s'associant les prolétaires déployaient leur formidable force et permettaient aux idées communistes de s'enraciner plus fortement.

Mais les communistes percevaient dès le dèpart les limites des objectifs syndicaux, qui enfermaient les prolétaires en lutte dans un cercle vicieux de revendications sans cesse remises en cause par le système.

Cependant le développement fantastique du capitalisme vers la fin du XIXe siècle, accéléré par le pillage systématique des colonies allait "stabiliser" les syndicats.

A partir de ce moment là, la bourgeoisie va intégrer et légaliser, non sans difficulté, les appareils syndicaux, en achetant les dirigeants, en leur offrant des postes de ministres, en les associant à la gestion du capitalisme. Il sera en effet pour la bourgeoisie, nécessaire d'encadrer la classe ouvrière, en utilisant des hommes qui ont la confiance des ouvriers. Ces hommes, ex-syndicalistes ou socialistes, pourront mieux enrayer les grèves et les révoltes; plus tard quand les ouvriers auront perdu leurs illusions, ces hommes de gauche leur enverront l'armée comme à Courrières en 1906 pour mater la grève qui fit suite au meurtre légal de 1 200 mineurs (explosion de la mine) tués par le capital.

Ainsi, peu à peu, les syndicats abandonnèrent les perspectives et les intérêts de la classe ouvrière: l'abolition du salariat, la destruction du capital; de la même façon l'unité internationale des ouvriers fut jetée aux orties pour être remplacée par le patriotisme, ainsi à la déclaration de guerre, l'ensemble des partis socialistes et des syndicats soutiendront leur bourgeoisie et appelleront à aller se faire trouer la peau sur les champs de bataille pour les intérêts capitalistes ! Les députés socialistes voteront donc les crédits de guerre, Marcel Sembat, socialiste, déclarera (en s'adressant aux ouvriers) : "Vous vous battez pour défendre la culture française et la liberté des peuples. Vainqueurs, car il faut que vous soyez vainqueurs, vous refuserez de violer le droit des autres". Depuis c'est devenu un principe pour les syndicats de soutenir au nom du nationalisme toutes les boucheries impérialistes...

Si dans un premiers temps on peut considérer les syndicats comme des organes du prolétariat, c'est que malgrè leur réformisme ils étaient l'expression d'une vie réelle de la classe ouvrière, d'une classe ouvrière qui se retrouvait le dimanche matin à la "Bourse du Travail", qui participait aux réunions syndicales, etc... Cette classe ouvrière dynamique et vivante sut dans les années de 1917 à 1923 s'engouffrer dans l'aventure révolutionnaire, faisant basculer le tsarisme en Russie et ébranlant le monde capitaliste européen, en Allemagne, en Finlande, en Hongrie, etc... Dans cette période révolutionnaire les syndicats furent partout des freins à l'émancipation des travailleurs. Ces énormes machines composées de militants dévoués et sincères faisant confiance à une bureaucratie corrompue furent à l'époque les meilleurs remparts du Capital permettant une répression terrible du mouvement ouvrier, cette période marquait la fin de l'ère syndicale car était l'expression de l'incapacité du Capital à pouvoir continuer à améliorer le sort de la classe ouvrière.

"Une classe de fonctionnaires, une bureaucratie s'est créée au sein des syndicats et y dispose de tout le pouvoir de l'organisation :l'argent, la presse, la nomination du petit personnel. A l'origine, au service de la communauté, ses membres en sont devenus les maîtres en s'identifiant eux-mêmes à l'organisation. Les syndicats ressemblent également à l'Etat et à sa bureaucratie en ceci que, malgré un régime démocratique, les syndiqués n'ont aucun moyen d'imposer leur volonté aux dirigeants... L'organisation devient quelque chose d'étranger pour les syndiqués, une puissance extérieure contre laquelle ils peuvent certes se rebeller mais qui, bien qu'émanant d'eux, leur est supérieure, et a donc la même caractéristique que l'Etat". (Anton Pannekoek)

"En fin de compte les syndicats forment une organisation bureaucratique en marge du monde de l'économie privée à laquelle les dirigeants, véritables employés permanents, sont cependant liés pour le meilleur et pour le pire. Leur existence dépendant de celle des syndicats, ils se trouvent fatalement sous la contrainte des circonstances; et leur pouvoir de décision s'en trouve - même dans le meilleur des cas - alourdi et ralenti.

Les syndicats sont organisés par métiers. Ils se sont de plus en plus détournés de la rigoureuse et implacable idée de la lutte de classes pour se contenter de réclamer de meilleures conditions de salaires et de travail pour les différentes branches professionnelles.Ils ont séparé le travailleur du chômeur ,le travailleur instruit de celui qui ne l'était pas, le jeune du vieux, l'homme de la femme. Le patronat, regroupé en trusts toujours plus puissants, les réduisit à la défensive, si bien qu'ils ont dégénéré dans le REFORMISME le plus prononcé. Ils ont évité autant que possible les grèves importantes. La grève générale, grève de masse, fut dénigrée préventivement en tant qu'absurdité générale. En effet elle anéantirait aussi les syndicats et l'existence de la bureaucratie dirigeante."

(lignes d'orientation de l'Union Générale des travailleurs d'Allemagne, 1920)

Ainsi, dès 1920, des communistes révolutionnaires s'opposaient de front aux thèses léninistes de noyautage des syndicats, c'est-à-dire l'idée que l'on pouvait "régénérer" les appareils syndicaux. Les cinquantes dernières années ont donné raison aux fractions communistes qui ont refusé de militer dans des organisations qui ont contribué à la défaite de la classe ouvrière et qui devinrent des appendices des états capitalistes pour encadrer une classe ouvrière battue mais pas totalement brisée. Aux Etats-Unis, en Russie, en Europe, dans les pays du "tiers-monde", les syndicats sont les auxiliaires directs de l'état, légalisés et financés par le Capital, véritables soupapes de sécurité et courroies de transmission des partis de la gauche capitaliste (P.C et P.S).

Mais si les syndicats sont devenus des agents du Capital, est-ce-à-dire que les communistes révolutionnaires doivent se désintéresser des luttes immédiates des travailleurs ?

Les communistes révolutionnaires, au sein de la résistance des ouvriers face aux empiètements incessants du Capital se doivent d'être les plus combattifs, ceux qui tendent à amener les ouvriers à s'associer de la façon la plus étroite possible, en combattant le corporatisme, les grèves sectorielles ou perlées, les augmentations hiérarchisées, le pacifisme et le légalisme. Cela non pas en faisant croire aux travailleurs qu'ils pourront battre le Capital dans le cadre de leur seule usine, mais en leur faisant prendre conscience de leur force et des perspectives communistes qui en résultent.

Nous sommes pour pousser les travailleurs à se battre de façon autonome en constituant leurs propres organes de lutte indépendants des forces de conservation du Capital. Cela ne peut se faire au sein de syndicats manipulés et contrôlés par des forces politiques qui veulent conserver le fond du capitalisme, c'est à dire le salariat et l'économie marchande, et seulement en changer la forme (capitalisme d'état ou autogestion).

Il ne saurait être question comme le font les gauchistes de perpétuer la confusion dans l'esprit des travailleurs en leur laissant croire que la gauche qui contrôle les syndicats puisse être un partenaire ou un allié dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Ces partis s'efforcent déjà par tous les moyens de briser les actions autonomes de la classe ouvrière, le principal moyen qu'ils ont pour y parvenir réside justement dans la fonction des syndicats qui feignent de séparer lutte politique et lutte économique. Il n'y a pas 36 significations aux combats de la classe ouvrière, sa lutte quelle qu'en soit le degré est liée à ses buts historiques : la destruction du Capital. Le plus petit combat de la classe est une école où l'ouvrier peut prendre conscience de cette nécessité, toutes les forces qui tentent de freiner ce processus se placent dans le camp de la contre-révolution.

Actuellement le réveil de la classe ouvrière ne s'est pas fait par le renforcement des syndicats mais par l'apparition dans les luttes de comités de grève, de comités d'usine, qui tendaient à rompre avec la gauche traditionnelle. C'est ce processus que soutiennent les communistes révolutionnaires, contre les illusions gauchistes de "travail" dans les syndicats pour "vider les bureaucrates".

Les sections syndicales animées actuellement par les gauchistes ne parviennent d'ailleurs pas à recréer une vie et une dynamique ouvrière : les réunions syndicales sont toujours aussi désertées, les syndiqués sont indifférents à ces machines étrangères. Combien de syndiqués, d'ouvriers connaissent et fréquentent réellement la bourse du travail ou le siège du syndicat ? La vitalité et la combativité ouvrière ne peuvent renaître dans des organes qui ont perpétué pendant des années la passivité du prolétariat, tous les efforts des militants honnêtes et combatifs n'y feront rien, mais par contre ils ont toutes les chances de se transformer en ces bureaucrates méprisants, toujours prêts à rejeter la faute sur les "ouvriers qui ne veulent rien faire".

La tâche actuelle est de réactiver les mots d'ordre de subversion sociale au sein des combats de la classe ouvrière, cette tâche exige la rupture avec les syndicats et les tares du vieux mouvement social-démocrate.

> "La lutte sort ainsi du domaine étriqué du syndicalisme pour entrer dans le vaste champ de la lutte des classes. C'est alors aux travailleurs eux-mêmes de changer. Il leur faut élargir leur conception du monde et regarder au delà des murs de l'usine vers l'ensemble de la société. Ils doivent s'élever au dessus de la mesquinerie qui les entoure et affronter l'Etat. Ils pénètrent alors dans le royaume de la politique. Il est temps de se préoccuper de la révolution."
>
> (A.Pannekoek, le syndicalisme, Janvier 1936)

L'IMMOBILISME BORDIGUISTE DANS LA QUESTION SYNDICALE

Les numéros 260 et 261 du "PROLETAIRE" comprennent deux articles qui tentent de justifier la présence des "communistes (bordiguistes) dans les syndicats". Perpétuant la séparation "social-démocrate" entre organisation politique et économique de la classe, le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (Programme Communiste) part du vieux principe pour lequel : "Les communistes visent dès avant la révolution à conquérir une influence déterminante dans les organisations économiques de la lutte prolétarienne". Cette conception a pour particularité en fait de nier le contenu contradictoire de la lutte du prolétariat et surtout à confondre organisation de lutte du prolétariat et organisation permanente de la classe. En effet ce qui caractérise le syndicalisme c'est l'idée qu'il pourrait exister au sein du Capitalisme une organisation permanente de défense des "intérêts ouvriers" (formule plus qu'ambigüe quand on sait que ces intérêts seraient de nature économique...), cette idée

reprise par la social-démocratie et les traditions léninistes a été démentie par toute l'histoire de la lutte de classe moderne. Partout, les syndicats ont été des organes de conservation sociale, jamais ils n'ont été des instruments de lutte efficaces du prolétariat.

La conception "syndicaliste" du P.C.I revient à voir dans la lutte du prolétariat deux phases complémentaires voire successives, pour les bordiguistes et en règle générale pour les diverses variétés de léninistes, le prolétariat se constitue d'abord en classe combattante sur le terrain économique puis passe ensuite à la lutte politique sous la direction de "son" Parti qui, entre temps, s'est implanté dans les organisations "économiques" de celui-ci. Ainsi est affirmée l'idée contre-révolutionnaire que la lutte du prolétariat n'est pas révolutionnaire au départ, qu'elle ne le devient que sous la direction du "Parti" qui tire son essence d'on ne sait trop quelle puissance métaphysique...Le syndicalisme est donc le "moyen" du Parti afin de rassembler les forces du prolétariat, d'unifier son énergie pour réaliser le programme communiste. C'est l'implantation syndicale du Parti qui permet à la lutte prolétarienne de passer ultérieurement à la lutte politique et à la révolution. Dans cette vision typiquement léniniste, le Parti est en fait indépendant du mouvement de la classe prolétarienne elle-même qui reste spontanément "trade-unioniste" et se révèle comme simple instrument d'une force politique. En fait, le syndicalisme n'a jamais préparé la révolution nulle part...Et le bordiguisme se trouve devant une contradiction de taille qui le force à abandonner le terrain des principes éternels pour passer sur le terrain de l'opportunisme qui caractérise tous les groupes léninistes. Cette contradiction vient en fait de la fonction réelle des syndicats qui n'ont jamais été conquis par aucun Parti révolutionnaire mais, par contre se sont fait PARTOUT les courroies de transmission des intérêts capitalistes dans la classe ouvrière...

Les bordiguistes face aux syndicats tels qu'ils sont tentent d'expliquer que se sont les directions staliniennes ou réformistes qui font du syndicat un outil de sabotage des luttes. Nous pensons, quant à nous, que c'est la fonction sociale du syndicalisme de saboter les luttes, c'est à dire d'en extirper le contenu anticapitaliste afin de les pacifier et de les institutionnaliser au sein du système. C'est pour cela que les directions des syndicats ne peuvent être que liées aux Partis politiques bourgeois agissant dans le prolétariat (P.C et P.S). On notera que la pratique syndicaliste érode singuliérement les velléités révolutionnaires des militants qui croient pouvoir faire de l'entrisme dans les syndicats, y compris sur le plan de la simple caractérisation de leur démarche, ainsi dans les années 63 les bordiguistes qualifiaient de "réactionnaires" les syndicats et dans un article sur l'unité syndicale proposée, à cette époque, par la C.G.T à F.O et à la C.F.T.C on pouvait lire dans un n° du "PROLETAIRE" : "lorsque, statutairement (???), il ne sera plus possible de préconiser (???) la lutte de classe et sa ligne politique dans les syndicats, ces organismes n'auront plus rien de prolétarien et agir en leur sein n'aura plus de sens (souligné par nous) pour des révolutionnaires." Depuis les bordiguistes sont devenus plus discrets sur le caractère "réactionnaire" des syndicats et ne parlent plus d'en sortir, et pourtant depuis quinze ans la fonction contre-révolutionnaire du syndicalisme n'a fait que s'accentuer...Il fallait certes une bonne dose de formalisme programmiste pour faire dépendre la nature "ouvrière" d'un syndicat de ses statuts, mais aujourd'hui s'est ajoutée une forte dose d'opportunisme notamment à l'égard des gauchistes dont le P.C.I n'a cessé de subir la pression au point où il se croit obligé de donner des leçons programmatiques aux diverses sectes trotsko-maoïstes tout en les imitant sur le terrain des luttes réelles...Et cela, notamment, sur le terrain syndicaliste, on peut lire par exemple dans le n° 228 du "PROLETAIRE" à propos d'une tentative de lutte dans un centre de tri des PTT le commentaire suivant : "la section C.F.D.T (minoritaire parmi les syndiqués) a pris dès le début l'engagement de défendre les travailleurs et commençait, bien que de façon confuse (on notera la virulence de la critique du P.C.I), à les préparer à refuser par la lutte tout contrôle du rendement. (et voilà le meilleur morceau...) Mais il aurait fallu que la C.G.T, majoritaire, se prononce dans le même sens pour qu'une riposte collective ait une chance de succès." Et voilà comment, au nom des grands principes "invariants" on finit par faire dépendre les luttes de l'attitude du syndicat majoritaire (!!!), en l'occurence la C.G.T...

En fait le confusionnisme syndicaliste du P.C.I permet bien des faux-pas opportunistes que l'on appelera "tactique" au mépris des nécessités réelles de la lutte du prolétariat. Et une de ces nécessités c'est justement de constituer des centres de résistance au syndicalisme afin que les luttes prolétariennes ne s'embourbent plus dans un revendicativisme illusoire compatible avec le salariat théorisé par le syndicalisme ! On ne prépare pas les prolétaires à la révolution en faisant dépendre leur lutte de l'attitude des syndicats mais en développant au contraire l'autonomie par rapport à ceux-ci tant dans les moyens que dans les buts !

L'ORGANISATION PERMANENTE DU PROLETARIAT NE PEUT ETRE QUE REVOLUTIONNAIRE

Pour les bordiguistes, au contraire, la lutte ouvrière pourrait avoir un prolongement organisationnel "transitoire" qui consisterait en une forme d'organisation intermédiaire, de type économique, permettant d'unifier le prolétariat "par de là les barrières de catégories, d'usine, de race, de sexe et de nationalié" et cela "sans préalable politique" ! Outre le fait que jamais un syndicat n'ait correspondu à cette définition, une telle association est déjà révolutionnaire et par là même politique, car reposant déjà sur une pratique antagonique par son contenu aux rapports capitalistes et à la condition ouvrière ! C'est d'ailleurs ce que suppose la proposition suivante : "les syndicats ne remplissent complètement leur fonction que lorsque c'est le parti de classe du prolétariat qui dirige (souligné par nous) les organisations économiques" (PLATE FORME POLITIQUE DE 1945 DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE D'ITALIE), en fait une telle perspective est totalement abstraite car elle suppose que les révolutionnaires puissent "s'implanter" dans les syndicats de façon "apolitique" sur la base d'on ne sait trop quelle capacité à défendre les intérêts "immédiats" de la classe ouvrière alors que tout le travail des communistes révolutionnaires est antagonique à l'illusion réformiste qui entretient l'idée que l'on peut obtenir des avantages économiques au sein du CAPITAL qui renforceraient la force de classe. On comprend mal comment les révolutionnaires peuvent disputer aux réformistes la direction des organes qui entretiennent justement cette illusion contre-révolutionnaire...Ce que le P.C.I confond sciemment c'est bien lutte immédiate et organisation économique, en fait si les communistes se battent effectivement pour que les organisations que se donnent les prolétaires dans leurs luttes immédiates (comité de grève, conseils, etc...) soient les plus efficaces possibles, c'est à dire se posent le problême du dépassement du corporatisme, de l'usinisme, du pacifisme, etc, ils ne fondent aucune perspective sur le maintien permanent de telles organisations en période de reflux de la lutte. Seule se maintient comme facteur permanent d'intervention révolutionnaire l'organisation POLITIQUE.

En fait édifier une organisation prolétarienne réellement anti-capitaliste nous semble incompatible avec l'activité syndicale qui tend à perpétuer la passivité ouvrière, sa soumission au salariat et à l'organisation capitaliste du travail. Les bordiguistes prétendent combattre "l'opportunisme" (réformistes et staliniens) dans les syndicats, là où est la classe, et non pas les "conquérir", mais comment combattre "l'opportunisme" sans exacerber le contenu révolutionnaire des luttes ouvrières, comment combattre "l'opportunisme" sur son terrain c'est à dire sur le terrain illusoire des "conquêtes économiques" ? La pratique des bordiguistes n'aide en rien les tentatives spontanées de rupture des prolétaires avec les forces de la conservation sociale. En constituant des groupes syndicaux d'entreprise, le P.C.I accroît la confusion et revalorise les syndicats en faisant croire qu'ils peuvent être des instruments du prolétariat. Bien plus le P.C.I maintient l'idée fausse de la séparation idéaliste et non dialectique entre lutte économique et lutte politique et en vient à taire les buts communistes d'abolition du salariat ! Rappelons que MARX auquel prétend se référer le P.C.I préconisait cet axe POLITIQUE au travail des communistes dans les syndicats; depuis l'expérience a prouvé que les révolutionnaires ne pouvaient coexister avec les contre-révolutionnaires dans les mêmes organisations sous prétexte qu'elles étaient composées essentiellement d'ouvriers. C'est mystifier les prolétaires dans la période actuelle que de leur cacher la nature contre-révolutionnaire du P.C ou du P.S et des organes qui leur permettent d'assurer cette fonction : les syndicats. On ne peut livrer bataille contre

ceux-ci en restant accrochés aux vieilles conceptions social-démocrates et léninistes et en refusant de se battre pour l'émergence d'une force prolétarienne autonome, indépendante des méthodes et du contenu du syndicalisme. On ne peut transformer le rapport de force entre les classes au sein des organes de domination du Capital, c'est le même type d'illusion qui consiste à vouloir conquérir l'Etat de l'intérieur à partir du moment où il semble refléter les aspirations de la classe dominée, il suffit comme les trotskystes de baptiser tel Etat capitaliste "ouvrier" ou "socialiste" et de le soutenir puis d'y participer. De la même façon le P.C.I continue à faire croire que les syndicats sont des organisations "ouvrières", ainsi peut on lire dans l'article du n° 261 du PROLETAIRE que"les communistes ne quitteront jamais volontairement les syndicats tant que ces derniers ont une influence sur les prolétaires", outre le fait que cette position consiste à aller dans les syndicats cotrôlés par les pires contre-révolutionnaires, elle contredit la proposition qui nous indique qu'"une classe est définie par sa voie et sa tâche historique et notre classe est définie par le fait qu'elle revendique quantitativement et qualitativement sa propre disparition et surtout sa propre disparition (car celle, déjà en cours, des classes ennemies ne représente pratiquement rien, ou peu de chose) : tel est le difficile point d'arrivée dialectique de son immense effort". (L'invariance historique du marxisme, Programme Communiste n° 53-54 p 14), comme on le voit les bordiguistes ne sont pas à une contradiction près, enserrés qu'ils sont dans la camisole léniniste qui consiste à vouloir plier la réalité à des principes erronés pour finalement s'y soumettre. Ainsi l'intransigeance bordiguiste s'est transformée au fil des années en un opportunisme quasi constant qui ressemble à s'y méprendre au fameux "tacticisme" gauchiste dénoncé pourtant dans les colonnes du PROLETAIRE. On peut lire dans le même n° du PROLETAIRE un tract du groupe syndical PTT du P.C.I du 16/2/78 qui appelle à lutter pour une coordination "tous les camarades quelle que soit leur appartenance politique (!!) ou syndicale (!!)ou même s'ils n'adhèrent à aucun parti ni syndicat, qui mettent en avant la lutte de défense collective des prolétaires par dessus les limites de catégories, d'entreprise et de nationalité, et comprennent que cette lutte est une lutte de classe" (souligné par nous). Et plus loin : "ce sont les seuls préalables que nous mettons à cette coordination"... Comprenne qui pourra, c'est ce qu'on appelle défendre des positions claires ! On appelle les prolétaires à passer sur des positions révolutionnaires au sein des luttes immédiates tout en leur précisant que cela est tout à fait compatible avec leur appartenance à telle ou telle officine contre-révolutionnaire ! Pire on fait passer cela pour du "vrai" syndicalisme et plus loin le tract conclue : "nous appelons donc tous les camarades conscients (mais de quelle coscience s'agit-il ?) des exigences de ce combat à... renforcer notre (souligné par nous) groupe syndical PTT..." et voilà comment on éclaire les travailleurs sur la nécessaire constitution d'une force révolutionnaire autonome... Car que signifie reconnaitre la lutte de classe pour un prolétaire sinon passer sur la position de défense du projet communiste; en fait derrière les pirouettes verbales du P.C.I se cache l'idée maîtresse du "partitisme" pour laquelle la révolution n'est pas l'affaire du prolétariat mais celle du Parti élu... Nous ne nous étonnerons donc pas d'une pratique qui sous-estime totalement les capacités autonomes du prolétariat qui n'attendra pas l'avis des bordiguistes pour détruire les syndicats et le syndicalisme...

LOPEZ

LE C.C.I FACE A L'INTERVENTION DANS LA CLASSE

Le P.C.I (BATTAGLIA COMUNISTA) a organisé en Avril 77 une conférence internationale à laquelle participait notamment le C.C.I. Le compte rendu de celle-ci a été publié et permet de cerner les principales contradictions du C.C.I face au problême de l'intervention dans la classe, problême intimement lié à la compréhension du rapport entre le mouvement de la classe et les fractions communistes. Notre propre travail de clarification du processus de maturation des conditions de la rupture communiste exige de passer au crible les conceptions "purement" léninistes rattachées à la tradition social-démocrate mais aussi les conceptions confusionnistes qui veulent synthétiser le conseillisme et le programmisme.

Pour le P.C.Int le "Parti" est l'indispensable facteur qui permet la révolution, il est "l'incarnation de la conscience de classe", pour le C.C.I le Parti n'est pas l'unique lieu où se développe la conscience de la classe. Par contre, ces deux courants convergent pour affirmer que les luttes immédiates du prolétariat ne se meuvent que sur le terrain du revendicativisme et de l'économisme d'où la nécessité d'un élément extérieur "capable de montrer quelle doit (souligné par nous) être la lutte du prolétariat et de la mener au delà des limites économiques contre l'Etat bourgeois dans son entier, contre le capitalisme." (P.C.Int p 53 du compte rendu). Cette référence commune aux thèses léninistes plonge le C.C.I dans une contradiction insurmontable : si le P.C.Int fait découler logiquement de cette conception la nécessité d'organisations "intermédiaires" entre la classe et le Parti et controlées par ce dernier, le C.C.I n'avance qu'une vision abstraite de l'organisation communiste, sorte de phare programmatique contraint de dénoncer toutes les tentatives d'auto-organisation de la classe comme expressions confuses et de proposer aux prolétaires "révoltés" l'adhésion à un pôle idéologique immatériel attendant le grand soir pour rejoindre les conseils ouvriers qui se seront formés "spontanément" indépendamment du poid social des fractions communistes...

Face à cet attentisme le P.C.Int avance des propositions plus complêtes,mais semble tiraillé entre deux exigences : l'une, "programmatique", qui consiste à rester dans les syndicats et l'autre, avec laquelle nous ne pouvons être que d'accord, qui consiste à développer un "réseau" de groupes ouvriers communistes défendant la perspective révolutionnaire. Là où il y a divergence entre le P.C.Int et nous c'est que nous pensons que l'émergence d'un tel réseau fait partie des exigences de la lutte de la classe, c'est à dire est l'expression de la nécessité pour la classe de produire en son sein les conditions de la conscience de sa pratique. Le réseau n'est pas une projection du Parti, il EST le "Parti" puisqu'il a à charge d'accomplir l'ensemble des tâches révolutionnaires théoriques et pratiques...Le réseau est l'expression "achevé" du travail des fractions communistes, il n'est pas une coordination de simples groupes d'usine ou de cellules, il est certes ADAPTE aux modalités de la lutte du prolétariat mais il ne reconduit pas structurellement l'usinisme, le syndicalisme, le corporatisme, bref l'ouvriérisme...En fait le terme de Parti reste ambigü car il appuie sur la notion de représentation (idéologique) au lieu de mettre l'accent sur le mouvement réel de la classe. L'auto-organisation de la classe ouvrière lors de ses luttes ne dépend pas forcément de l'existence d'une organisation révolutionnaire, mais cette auto-organisation ne prend son sens historique révolutionnaire que dans les liens dialectiques qu'elle entretient avec l'action de l'organisation communiste. La fonction des communistes révolutionnaires est d'unifier la classe, mais l'existence des communistes est historiquement liée au mouvement propre du prolétariat : la conscience est un produit historique du prolétariat, la fraction communiste n'est pas pour autant un simple reflet idéologique des intérêts historiques de la classe, elle est un instrument social de l'émancipation, elle est un élément déterminant de la transformation sociale à laquelle la lutte du prolétariat tend. La fraction communiste, dans cette perspective, intervient comme facteur actif, force combattante de la maturation de la révolution. La fraction communiste n'est pas l'effet mécanique des combats de la classe mais son produit historique, elle est essentiellement un facteur de TRANSFORMATION du contenu de la lutte déterminé au départ par l'organisation capitaliste de la société.

Le P.C.Int et le C.C.I reconnaissent la fonction théorique comme seule fonction historique du "Parti", c'est cette fonction de dépositaire de la théorie qui fait de celui-çi le sujet de la révolution puisqu'il "incarne" la production historique révolutionnaire du mouvement ouvrier : la CONSCIENCE. La fonction "pratique" est, soit niée par le C.C.I, soit mythifiée par le P.C.Int...Ce dernier veut, dans la tradition léniniste, préserver l'autonomie du "Parti" face au mouvement de la classe, l'erreur consiste à ne pas voir le mouvement historique de la classe présent dans son mouvement immédiat, à ne pas voir le processus de maturation révolutionnaire INTERNE à la classe elle-même et qui exige la fusion de plus en plus totale entre l'activité de l'organisation communiste et l'activité encore atomisée de la classe. En fait l'existence des fractions communistes n'est pas dictée par elles-mêmes mais par les exigences du combat prolétarien, il n'y a pas à proprement parler d'indépendance des fractions communistes par rapport à ce combat et son contenu historique plus ou moins marqué selon les périodes... Le P.C.Int dit avec juste raison que "le Parti n'est pas dans telle ou telle entreprise, ou dans un lieu particulier, mais il est un organisme qui vit la totalité (souligné par nous) des problêmes de la classe..." (p 65) mais il ne tire pas toutes les conclusions de cette proposition. Cela veut dire que la fraction ne peut assumer ce rôle qu'en s'organisant en fonction du mouvement réel de la classe et en admettant que c'est ce mouvement seul qui détermine en dernière analyse la rupture révolutionnaire et son contenu communiste, il n'y a pas, de plus, séparation entre association communiste et organisation autonome permanente de la classe. Il ne peut y avoir qu'une seule forme d'organisation permanente de la classe qui soit révolutionnaire, il n'y a pas deux processus séparés ou parallèles de la maturation de la conscience comme le théorisent, avec des conclusions différentes, le C.C.I et le P.I.C (jeune taupe), il n'y a pas, d'un coté l'édification du Parti international et de l'autre l'auto-organisation de la classe. D'autre part, il n'y a pas soumission du mouvement de la classe à une expression historique qui serait autre que le produit de ses propres nécessités, l'organisation communiste ne cultive donc pas une originalité quelconque par rapport au mouvement réel, elle consacre son activité à et ses forces à travailler à l'émergence d'une force prolétarienne autonome vivante qui soit autre chose qu'une secte idéologique. L'organisation communiste tend, y compris par ses structures à unifier la classe et s'affirme comme organisme de défense du projet révolutionnaire, elle répond pratiquement au questionnement des éventuels groupes ouvriers autonomes qui surgissent dans les périodes de remontée de la lutte du prolétariat. L'organisation communiste n'offre pas un cadre idéologique mais une pratique sociale d'ensemble déployée sur tous les aspects de la résistance au Capital...Même si, pour des raisons historiques contingentes, l'organisation communiste est détruite et rejetée de la classe d'un point de vue physique (contre-révolution), lors de la reprise du combat prolétarien, elle a pour tâche immédiate de s'organiser en direction de celui-çi : c'est la vie même de la classe ouvrière combattante qui régénère les fractions révolutionnaires et non l'illusoire capacité métaphysique à préserver des principes éternels, nous pouvons même dire que les principes éternels seront d'autant plus vite abandonnés que le fraction n'aura pas réussi à se lier au mouvement de la classe...

L'auto-proclamation PROGRAMMATIQUE qui tend à faire d'une fraction révolutionnaire le dépositaire de la conscience est une attitude qui nie la complexité du mouvement de la classe. En fait, cette attitude dogmatique sous-estime l'ampleur de la rupture communiste et simplifie les phénomènes sociaux qui lui sont liés, d'où la vision généralement "étriquée" des courants "programmistes" à l'égard des capacités, mais aussi des nécessités du mouvement réel. Ce purisme, on le trouve notamment dans les positions du C.C.I qui bute, dans sa polémique avec le P.C.Int, sur des questions cruciales concernant l'intervention des communistes dans la classe, on peut ainsi lire que pour le C.C.I "les révolutionnaires n'ont pas la tâche de créer des organismes pour la classe, mais ils doivent féconder ce processus de prise de conscience de la nécessité de quitter le terrain revendicatif pour se placer sur le terrain politique."(p 57) on se demande de quelle nature sera cette"fécondation" immatérielle et comment elle s'accomplira sur le terrain de la lutte réelle...En fait le C.C.I persiste à vouloir se maintenir comme facteur extérieur au mouvement réel de la classe. On comprend bien que les communistes ne "créent" pas des organismes "pour" la classe, puisqu'ils

ont comme fonction de défendre le contenu communiste de cette lutte, c'est à dire son contenu historique ! Mais peuvent-ils accomplir cette tâche coupés physiquement du prolétariat ?

L'attentisme du C.C.I se double d'un confusionnisme à toute épreuve : pour lui ce sont les conseils ouvriers qui expriment la tendance de la classe à se placer sur un plan politique (p 57), conseils qui sont créés SPONTANEMENT par la classe, ainsi pour le C.C.I il y a une spontanéité "révolutionnaire" de la classe qui ne s'exprime qu'à certains moments et qui se traduit par une forme d'organisation distincte de l'organisation communiste, du "Parti" et qui en fait exprime leur "inutilité" historique puisqu'on ne voit pas à quoi a pu servir une telle structure si au moment où la classe passe à l'assaut du Capital, elle se dote des organes politiques nécessaires indépendamment de l'existence antérieure du "Parti", on comprend l'émotion du P.C.Int face à un tel raisonnement classiquement conseilliste...Le comble est que plus loin le C.C.I explique que "le Parti est un organe de la classe ouvrière indispensable, sans lequel il est impossible à la classe de prendre le pouvoir" (p 61)...

Le C.C.I brouille donc toutes les cartes de la théorie et refuse de répondre aux questions fondamentales qui se posent à une fraction révolutionnaire : le C.C.I qualifie par exemple les groupes ouvriers autonomes de groupes politiques confus et batards, pourtant ces groupes sont bien le produit spontané de la classe et sont bien l'effet de la volonté historique (politique) de celle-ci... Quelle réponse ORGANISATIONNELLE le C.C.I apporte t'il à cette tension qui se développe dans le prolétariat au moment de la maturation des conditions révolutionnaires ? Le C.C.I apporte une réponse IDEOLOGIQUE alors que se pose déjà le problème de l'organisation du combat par l'UNIFICATION des prolétaires révolutionnaires ! En attendant l'irruption des conseils, le C.C.I propose...l'adhésion aux prolétaires qui veulent lutter de façon autonome, non pas l'adhésion à une organisation de combat mais à un "Programme" résumé en une plate-forme d'une page dactylographiée...Ainsi le C.C.I dénie au P.C.Int le fait de susciter des GROUPES COMMUNISTES d'OUVRIERS comprenant des ouvriers inscrits et non-inscrits au Parti : "je ne saisis pas comment des personnes non inscrites au Parti, et qui donc n'ont compris qu'à moitié ou même pas du tout, ce qu'est le Parti et son travail, peuvent être les porte-parole du Parti dans ses organismes..." (p 55) Avec un tel questionnement, on se demande lors du processus révolutionnaire comment le C.C.I jugera ces milliers d'ouvriers "sans-parti" qui oeuvreront à l'édification du communisme !

En fait ces con ceptions du C.C.I sont liées à sa vision mécaniste et économiste de la crise du Capital vue comme condition essentielle de la maturation révolutionnaire. Le C.C.I évacue les facteurs réels de cette maturation qui résident dans l'activité de la classe ouvrière elle-même...Le C.C.I nie le rôle du conscient dans cette maturation, nie la nécessité d'une organisation unitaire de la classe et s'illusionne sur une pseudo-spontanéité de celle-ci parée de toutes les vertus y compris de celle qui consiste à se laisser diriger par un Parti qui n'aura contribué en rien à la préparation de la révolution sociale...La spontanéité prolétarienne n'a de sens révolutionnaire que liée dialectiquement à l'existence pratique de l'organisation communiste. Ce que produit la classe de façon immédiate peut être récupéré par le Capital y compris les conseils comme forme d'organisation...L'organisation de la classe est aussi le produit de la volonté de la classe afin de surmonter ses faiblesses et son atomisation, sans organisation unitaire en son sein, la classe ne peut s'attaquer au salariat et aux rapports marchands, elle ne peut s'autonomiser comme sujet de la révolution. En refusant de travailler à la mise sur pied d'une telle organisation communiste prolétarienne, le C.C.I freine les possibilités de renforcer la classe dans son combat quotidien et par là même dans son combat historique. Le C.C.I en minimisant ainsi son rôle social laisse les mains libres aux contre-révolutionnaires qui agissent dans le prolétariat (staliniens, réformistes, gauchistes) et ne peut que sombrer dans le pessimisme propre aux groupes ultra-gauche classiques...

Le 28/03/78

LOPEZ

CORRESPONDANCE AVEC LE B.L.E.T ET LE P.I.C A PROPOS DE L'AUTONOMIE OUVRIERE...

Notre tentative de constutuer un réseau de l'Autonomie Ouvrière c'est à dire l'embryon d'une organisation révolutionnaire UNITAIRE de la classe, se heurte à la réticence de nombreuses fractions marquées par le défaitisme et l'attentisme. Notre polémique avec le B.L.E.T et le P.I.C témoigne de cette difficulté du mouvement communiste à sortir des ornières du sectarisme et de la passivité. Nous publions les réponses que nous avons adressé au B.L.E.T et au P.I.C (1) ainsi que leurs correspondance. Nous publions aussi la lettre de C.P.A.O qui a motivé la réponse du B.L.E.T...

C.P.A.O (LILLE) Lille, le 13/01/78

au BULLETIN de LIAISON ENTRE TRAVAILLEURS

Camarades,

La parution d'un bulletin de liaison des travailleurs est, dans la période actuelle, une démarche louable qui va dans le sens de la nécessaire relance d'un associationnisme autonome du prolétariat condition de la maturation de la rupture communiste...Parceque nous avons appris du mouvement révolutionnaire qu'un Parti, si juste soit son programme, ne pouvait concentrer les qualités du mouvement ouvrier lui-même, nous avons mis l'accent sur l'effort à accomplir dans la reconstitution du prolétariat en tant que force autonome. Il existe des divergences dans le mouvement communiste qui ne seront"réglées" que par le développement même de la lutte ouvrière, ferment vivant de la conscience communiste (dont la théorie est un des éléments). Rien ne justifie actuellement l'éparpillement des efforts des groupes révolutionnaires communistes pour qui le prolétariat doit s'attaquer au salariat, aux rapports marchands, au syndicalisme, aux partis de gauche et aux gauchistes, à l'organisation du travail, à l'autogestion, etc... De plus, la faiblesse de l'intervention communiste liée à la faiblesse de l'autonomie ouvrière permet la persistance des thèmes marginalistes, libertaires et autogestionnaires, permet le dévoiement d'énergies prolétariennes et les impasses qui conduisent à la soumission face à la contre-révolution organisée (P.C, syndicats, gauchistes...) !

Nous affirmons de nouveau notre volonté de tout mettre en œuvre afin de susciter le regroupement des forces révolutionnaires attachées prioritairement à développer le combat autonome de la classe ! C'est pourquoi nous vous proposons une rencontre dans la perspective d'unir nos efforts afin de combattre au sein du mouvement ouvrier autonome l'influence des couches périphériques et petites-bourgeoises (modernisme). De la même façon, nous vous proposons de travailler à l'affinement de la compréhension communiste... Une plate-forme commune pourrait être élaborée afin de cerner clairement les points fondamentaux de notre démarche sans cacher les éventuelles divergences, à notre avis mineures, qui pourront susciter un débat enrichissant sortant des dialogues de sourd propres aux "sectaristes" professionnels ! Nous sommes prêts à venir vous voir à Paris aux lieu et dates qui vous conviendront (plutôt les week-ends...)

fraternellement,

Pour le groupe de Lille
Lopez

LETTRE DU"BULLETIN DE LIAISON ENTRE TRAVAILLEURS"

Paris, le 10 Mars 78

Camarades,

...Votre lettre a attiré notre attention sur un certain nombre de points.

Tout d'abord, vous mentionnez votre engagement et votre action dans "l'effort à accomplir dans la reconstitution du prolétariat en tant que force autonome". D'autre part, à la lecture de l'éditorial du nº 3 de "C.P.A.O", nous avons noté que votre journal devait se fixer comme objectif d'être un élément centralisateur (ou catalyseur, peut-être) au sein d'un processus de regroupement et de clarification du courant communiste ("Un journal concentrant l'expérience passée et présente du mouvement ouvrier est actuellement décisif..."etc).

Pour nous, le facteur qui concentre "l'expérience passée et présente du mouvement ouvrier", c'est la classe ouvrière dans son ensemble à travers ses luttes et les organisations qu'elle se donnera (Conseils Ouvriers) pour détruire le capitalisme, et non un journal ou les organisations qui actuellement se réclament du communisme.

D'autre part, toujours dans le nº 3 de votre journal, est paru un article intitulé "à propos des groupes ouvriers autonomes". Votre conception des groupes autonomes les taxant d'usinisme et de localisme est fausse. C'est oublier (notamment) les efforts fournis par certains groupes, ainsi le groupe des travailleurs communistes des Banques (aujourd'hui disparu) - critique des syndicats, puis dépassement de cette critique, pour en arriver à l'élaboration d'une plate-forme - comme le groupe de Clermont-Ferrand qui nous vous le rappelons est inter-entreprises. De même faut-il citer l'initiative commune des groupes tels : GAO Sochaux GAO Clermont, P.I.C et de nous-même d'effectuer une campagne révolutionnaire sur les élections (tracts communs, affiches, réunions publiques sur la région parisienne, Bordeaux, Clermont et Sochaux) et ce totalement à contre-courant de tous ceux, de la droite à la gauche qui mèneront en Mars les travailleurs aux urnes.

Ces exemples montrent à quel point des groupes autonomes de travailleurs sont capables de dépasser le cadre étroit de l'usinisme comme vous semblez le croire. Il apparait dans ce texte que votre vision de la classe s'apparente à celle de Lénine pour qui celle-çi n'aurait qu'une conscience trade-unioniste.Ceci n'est pas sans rappeler non plus les thèses de R.I sur les groupes autonomes.Dans ce même article, vous ébauchez un projet d'organisation en des termes suffisament vagues pour séduire le plus grand nombre. Ces propositions sont à rapprocher de la fin de votre lettre où vous parlez de "l'élaboration d'une plate-forme commune ...sans cacher d'éventuelles divergences (à votre avis) mineures". Sans vouloir faire preuve de "sectarisme professionnel", nous pensons qu'une réelle coordination ne se crée pas par simple bonne volonté commune, mais qu'elle provient d'une réelle maturation de la classe, sur ce point votre conception nous parait volontariste. De plus, si nous pensons comme vous qu'il faut : "faire sauter le carcan de l'usinisme, permettre au postier de s'associer avec le metallo", nous ne pensons pas que la formation d'une "liaison organique avec les révolutionnaires issus d'autres situations sociales" soit la forme d'organisation dans laquelle doivent se regrouper les groupes de travailleurs sous peine de retomber sous la dictature invisible des intellectuels...etc ; les groupes de travailleurs doivent avoir des positions politiques au même titre que les groupes de révolutionnaires comprenant des camarades qui ne sont pas forcément des travailleurs et doivent se coordonner d'abord pour viser à s'unir organisationnellement dans l'avenir.

Pour ce qui est des divergences, nous ne les considérons ni mineures, ni flagrantes avant d'en avoir sérieusement débattu. Toutefois, le simple fait qu'elles puissent exister ne nous permet pas aujourd'hui une plate-forme commune, celle-çi serait alors assimilable à une auberge espagnole(chacun y apportant ce qu'il veut). Mais, nous le répétons, le fait d'en débattre est pour nous essentiel.

Enfin nous notons à la lecture du nº 2 de "C.P.A.O" un article consacré à la révolution russe. L'emploi dans cet article de l'expression "communisation des rapports sociaux" est doublement fausse et dangereuse :

1 Parce qu'elle laisse supposer que les rapports sociaux sont neutres (non capitalistes), alors que nous pensons que la révolution détruira ceux-çi pour en créer de nouveaux ; également parce qu'elle nie(de par sa structure) le concept

.../...

de période de transition (dictature du prolétariat, révolution s'étendant à plusieurs pays pour devenir mondiale) entre système capitaliste et communisme.

2 Parce qu'il n'y a pas eu de rapports de production communistes en 1917. La révo de 17 ne fit que faire transiter le pouvoir d'Etat des Kérensky et consorts aux Lénine et autres Trotsky. Leurs mots d'ordre, leur politique dès 1917 furent d'emblée de nature capitaliste d'état : "Le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'état...Le capitalisme monopoliste d'état est la préparation matérielle la plus complête du socialisme, l'anti-chambre du socialisme..."(texte de sept 17 : la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer - Lénine). Ainsi la reconnaissance de l'Etat prussien et des empires centraux et la neutralité face à la guerre impérialiste (par le traité de Brest-Litovsk) furent-ils aux antipodes d'une tactique révolutionnaire et surtout d'un "internationalisme conséquent" (expression que vous employez d'une manière par trop aventureuse).

Salutations communistes.

Le B.L.E.T

LA REPONSE DE C.P.A.O

Lille, le 10 Avril 78

Camarades,

réponse correcte au BLED = (10-10-81)
sauf pb plateforme

Votre réponse du 10/03/78 appelle un certain nombre de remarques qui mériteraient en fait une rencontre que vous ne semblez malheureusement pas envisager...

Vous nous reprochez notamment de vouloir être un élément centralisateur au sein du mouvement de la classe...Nous ne comprenons pas ce reproche, dans le cas où le terme "centralisateur" vous choquerait, nous vous précisons que pour nous être un élément centralisateur signifie que les communistes ont un point de vue UNITAIRE dans la classe et tendent effectivement à combattre l'atomisation de celle-çi, son éparpillement et donc, ils se donnent les moyens pratiques de regrouper (centraliser) les efforts autonomes du prolétariat !

Par ailleurs, vous faites semblant de croire que nous nous présentons comme la concentration de "l'expérience passée et présente du mouvement ouvrier", et vous nous opposez "la classe ouvrière dans son ensemble" et les organisations qu'elle se donnera..."Ainsi pour vous, actuellement, la classe ouvrière n'a pas d'expression historique, bien pire, elle ne tend pas à en avoir une, on se demande jusqu'où ira votre volonté de nier l'expression communiste et unitaire de la classe ? Parler de la classe ouvrière dans son ensemble par opposition aux fractions communistes fait partie du verbiage idéaliste qui sépare mouvement historique du prolétariat et communisme. La CONSCIENCE du prolétariat qui ne peut être que COMMUNISTE est préalable à la révolution, c'est, au sens large, l'ensemble des fractions communistes révolutionnaires (mouvement communiste) qui exprime le niveau théorique et pratique de la compréhension que la classe a d'elle même et des buts qu'elle poursuit. Mais, pour vous, qu'expriment donc les fractions communistes ?

Nous taxerions, d'après vous, les G.A.O d'usinisme et de localisme...Nous tirons simplement une conclusion générale de l'ensemble du mouvement ouvrier mondial depuis la remontée de sa résistance au Capital dans les années 60 ! A cela vous opposez le "groupe des travailleurs communistes des Banques" aujourd'hui disparu ! Quant au G.A.O Clermont, vous devriez savoir que, malgré une plate-forme politique "prometteuse", il n'a pas pu supporter d'envisager l'ensemble des tâches POLITIQUES de la période (et notamment la liaison nationale et internationale avec le mouvement communiste, ainsi que l'intervention quotidienne) et s'est dissous... Nous pensons que vos affirmations révèlent un manque de sens des mesures, vous nous parlez de l'ensemble de la classe puis ensuite vous nous présentez deux ou trois faits minuscules pour étayer vos positions, cela n'est guère sérieux ! En fait, que tirez-vous comme bilan de l'expérience italienne, du mouvement portugais, des émeutes polonaises, de Mai 68 en France, etc...C'est de cela qu'il qu'il faut partir et non de deux ou trois faits annexes (et qui, d'ailleurs, ne renforcent en rien vos explications...)

.../...

Sur le point du "Trade-unionisme" de la classe, vous vous reporterez à nos articles sur le syndicalisme du "BULLETIN CRITIQUE", sachez cependant que nous ne voyons pas le rapport entre la position de Lénine qui parle, en fait, d'une double conscience du prolétariat et notre position qui consiste à dire qu'il n'y qu'une seule conscience du prolétariat, COMMUNISTE et dont l'émergence n'est pas mécanique mais produite par la lutte historique de la classe. De cela découle qu'il ne peut y avoir deux types d'organisation prolétariennes permanentes (économiques et politiques) mais une seule : l'organisation POLITIQUE UNITAIRE ! Votre manque de nuance et vos amalgames douteux expriment en fait votre simplisme politique qui consiste à nier les contradictions de la lutte prolétarienne, vous ne semblez pas envisager de façon pratique l'affrontement avec les forces contre-révolutionnaires implantées dans le prolétariat (syndicats, gauchistes, staliniens, etc...) ni même expliquer leur présence permanente dans la classe...

Quant à la question de la "dictature invisible des intellectuels" vous en avez une vision sociologique et non politique : ce n'est pas par des moyens organisationnels que l'on peut se prémunir de l'influence des couches petites-bourgeoises (le terme intellectuel tel que vous l'employez ne signifie rien du point de vue de la lutte sociale) mais sur le terrain POLITIQUE ! Vous prenez les effets pour des causes, en quoi le caractère "ouvrier" d'une organisation révolutionnaire est-il une garantie quelconque ? En fait vous reprenez les vieux thèmes hyper-réformistes et hyper-ouvrièristes que les syndicalistes de toutes les époques ont lancé contre les fractions révolutionnaires ! L'autonomie ouvrière n'est pas l'affaire des seuls ouvriers, elle est l'affaire du mouvement communiste dans son ensemble ! Vous séparez encore et toujours le mouvement autonome de la classe de sa signification historique, vous séparez autonomie ouvrière et mouvement communiste...

Vos perspectives organisationnelles semblent bien peu claires, vous ne justifiez pas votre propre existence : êtes-vous un groupe autonome, une coordination de groupes autonomes (comme le laissait le supposer le n°1 de votre journal), une fraction communiste ou les trois à la fois ? Vous semblez avoir des liens privilégiés avec le P.I.C (votre campagne commune...), mais sur quels critères établissez-vous vos rapports avec les fractions communistes dans le cas où vous vous considérez comme un groupe autonome prolétarien ? Toutes ces questions doivent être explicitées clairement, car nous avons de la peine à comprendre vos réticences à discuter avec C.P.A.O des possibilités d'unir nos efforts, sans que cela revienne pour vous à taire vos divergences, nous ne pensons pas détenir la vérité, vous semblez considérer que nos divergences sont immuables "avant même d'en avoir débattu"...Vous considérez qu'une plate-forme commune entre nous est impossible, cela empêche t'il la collaboration dans l'intervention, vous n'avez pas, à ce que nous sachions, de plate forme commune avec le G.A.O Peugeôt - Sochaux, mais peut-être avez-vous un double langage politique à l'égard des fractions révolutionnaires et des groupes ouvriers autonomes...

Débattre de nos divergences vous parait "essentiel", alors pourquoi différer une éventuelle rencontre que nous demandions dans notre lettre du 13/01/78 ?

Votre critique de notre article sur la révolution de 1917 nous parait teintee de mauvaise foi ou d'ignorance : nous ne voyons pas en quoi l'expression "communisation des rapports sociaux" laisse supposer que ceux-ci sont "neutres" ; quand le prolétariat se bat, s'insurge contre le Capital mondial, peut-il accomplir cela sans transformer radicalement son rapport au monde, c'est à dire le salariat et les rapports marchands ! Cette transformation peut-elle être autre chose qu'une mise sur pied de rapports sociaux supérieurs, COMMUNISTES ! Vous parlez d'absence de "rapports de production communistes" (!!!), nous ne savons pas de quoi vous parlez ! Ignorez-vous que les rapports de production capitalistes expriment un rapport SOCIAL, un rapport entre les hommes et les classes, ce rapport est-il resté le même en 1917 ? Le prolétariat était-il manipulé par les capitalistes d'état léninistes ou bien s'est-il érigé en classe autonome ? Comme les anarchistes et les conseillistes vous niez le gigantesque mouvement révolutionnaire du prolétariat INTERNATIONAL démarré en Russie en 1917 pour vous raccrocher aux vieilles thèses menchevik et social-démocrates sur le putsch militaire des bolcheviks !

fraternellement

C.P.A.O.

LETTRE DU P.I.C (Jeune Taupe)
c/o LIBRAIRIE PARALLELES
47 rue Saint Honoré 75001 PARIS

Au groupe C.P.A.O

C'est avec étonnement que nous avons pris connaissance dans C.P.A.O nº 4 de la mise au point sur le P.I.C. Les attaques lancées par le nommé Lopez sont sans fondement aucun et de surcroit relèvent de la diffamation. Certains points sur les "i" s'imposent de notre part.

1)Si vous lisiez attentivement notre revue vous auriez réalisé qu'il n'y avait pas de quoi s'étonner à la découverte d'une affiche signée en commun par le P.I.C et par des groupes ouvriers. Elle fait logiquement suite à des décisions prises lors de rencontres en Juin et septembre 1977 (cf J.T nº 16 page 20). Dans le même ordre d'idées, le P.I.C a toujours condamné l'usinisme et mis en avant la centralisation et l'action de ces groupes, en insistant sur le caractère autonome de ce processus, c'est à dire en précisant que les organisations politiques révolutionnaires n'ont pas à jouer le rôle de moyen de rassemblement mais celui de contribution à la dynamique de coordination. "Une fois" les noyaux ouvriers révolutionnaires" constitués...ce sont eux qui prennent en charge totalement la suite de l'intervention. (J.T nº7 page 22) "Ces groupes tendront à se coordonner pour déboucher sur la constitution de véritables réseaux politiques de clarification " (J.T nº 17 page 13)

2)Il est faux de déclarer que nous avons refusé toute collaboration à un "travail de mise sur pied d'un réseau de l'autonomie ouvrière", et plus correct de préciser que le P.I.C a rejeté toute tentative de cette sorte basée sur la précipitation et la participation de groupes non dégagés des fanges de la contre-révolution (tel les gauchistes du groupe "CAMARADES") ou confus comme les associationnistes de Roanne. De plus le P.I.C rejette le réseau où se mêleraient et des fractions politiques et des "noyaux ouvriers communistes", et qui,dans la vision qu'en dégage C.P.A.O se rapproche des conceptions "dirigistes" où les "noyaux" seraient en quelque sorte les cellules ouvrières de l'organisation politique.

Ainsi nous pouvons lire dans C.P.A.O nº 3 page 5 "l'organisation révolutionnaire doit prendre en compte les aspects positifs de ces groupes, permettre leur rencontre, leur collaboration...Détruire leur atomisation par la mise en place d'un reseau de presse, de discussion, de débat, d'intervention..." Evidemment, quelques lignes plus loin, C.P.A.O prend bien soin de preciser qu'il faut "éviter toute subordination" des groupes en question à un centre théorique tout puissant. Mais nous sommes pour le moins cseptiques quand la pratique de "C.P.A.O" consiste à dénier aux G.A.O leur libre volonté de s'associer à des campagnes avec le P.I.C (ou d'autres) sous le prétexte que ces derniers se seraient engagés aux cotes de C.P.A.O dans la participation à la diffusion du journal C.P.A.O. Les illustres défauts de l'ultra-gauche classique ne seraient-ils pas du coté de C.P.A.O qui semble considérer certains G.A.O comme sa chasse gardée ? Par là C.P.A.O rejette toute réelle autonomie de ces groupes.

3)Nous vous rappelons que nos rapports ont été rompus de votre initiative aprés la "critique" que vous aviez portés contre le fait que nous ayons cité un passage d'une de vos correspondances dans le texte "Mise au point sur l'autonomie ouvrière" et notre refus justifié (cf J.T nº 18) de ne pas publier ce que vous nommiez "droit de réponse". Par ailleurs le fait que nous ayons refusé de participer au "réseau pour l'autonomie ouvrière" n'empéchait pas la continuation des échanges et des discussions.

Pour notre part nous avons toujours recherché le débat avec les groupes communistes pour autant qu'ils s'abstiennent des calomnies et de la propagation des mensonges (ce qui ne signifie pas à renoncer à la sévérité des critiques). Mais notre conception de l'action commune ne va pas jusqu'à tenir des réunions publiques communes avec des groupes qui se réclament de Proudhon encore (he oui!) tels la Fédération Anarchiste (cf le meeting de Rouen le 10/02/78).

Nous souhaitons par conséquent que le groupe C.P.A.O fasse une rectification publique (en publiant cette lettre) aux accusations sans fondement lancées contre nous, ce qui aiderait à une saine reprise des débats.Il va de soi que nous ne considérons pas comme rectificatif l'espèce d'Errata ajouté au nº4 qui, d'ailleurs ne répond pas aux questions ici soulevées.

Salutations communistes

Lille, le 14/04/78

Camarades,

Nous avons fait essentiellement un reproche au P.I.C, c'est celui d'engager exclusivement des actions avec des groupes ouvriers autonomes en "oubliant" d'y associer les éventuelles fractions révolutionnaires proches. Dans le cas de l'affiche et des réunions publiques organisées par le P.I.C, B.L.E.T, G.A.O Sochaux et G.A.O Clermont, nous avons mis en cause cette exclusivité puisque par ailleurs les deux derniers groupes cités collaboraient à notre travail politique. Nous ne reprochons pas au P.I.C de mener des actions avec des G.A.O, nous contestons que cela se fasse contre des possibilités d'action plus large avec d'autres fractions révolutionnaires puisque le P.I.C en est une, nous ne voyons pas quel intérêt a le P.I.C à restreindre l'action révolutionnaire à une collaboration uniquement avec les G.A.O. Dans la période actuelle de faiblesse de l'associationnisme ouvrier autonome, il nous parait grave de perpétuer la division entre fractions révolutionnaires et groupes ouvriers communistes !

De deux choses l'une : ou le P.I.C envisage ses rapports d'action sur un terrain politique ou bien il les envisage sur un terrain sociologique !

En fait si le P.I.C semble très sourcilleux sur le plan des rapports avec C.P.A.O, il se révèle très peu regardant au niveau de ses rapports avec les G.A.O, nous y voyons pour notre part de l'opportunisme et de la démagogie et en fait l'attitude traditionnelle des "ouvrièristes". Ainsi dans votre lettre vous faites semblant de croire que "nous dénions" aux G.A.O leur libre volonté de s'associer à des campagnes avec vous (ou d'autres), le P.I.C prend-il les camarades des G.A.O pour des imbéciles ? C'EST AU P.I.C QUE NOUS AVONS ADRESSE NOS CRITIQUES, quant aux G.A.O, en travaillant simultanément avec le P.I.C et C.P.A.O ils font preuve de plus d'intelligence pratique et montrent bien la nécessite d'unir nos efforts !

Sur le problême de la "centralisation et l'action des G.A.O" vous avançez l'idée qu'un tel processus est "autonome" , l'organisation politique n'étant pas le"moyen" de ce rassemblement...Cette conception qui veut distinguer entre le mouvement autonome de la classe et l'intervention des fractions révolutionnaires relève du pur idéalisme ; pour le P.I.C il y a donc deux expressions historiques du prolétariat qui relèverait du même terrain POLITIQUE, ainsi la classe ne produirait pas une théorie et une pratique unitaire, mais une expression théorico-pratique double (fractions et groupes autonomes), une telle vision qui mythifie une spontanéïté ouvrière coupée de sa signification révolutionnaire et de la CONSCIENCE que la classe a de son mouvement reproduit les vieux shémas conseillistes pour qui la révolution n'a pas de préalable théorico-pratique et se révèle être un simple mécanisme...Quand le P.I.C (et l'ensemble des groupes anarcho-conseillistes) répondra t'il à la question de la FONCTION HISTORIQUE ET SOCIALE des fractions révolutionnaires puisque selon vous, lors de la révolution le prolétariat se dote spontanément des organes POLITIQUES UNITAIRES (Conseils) nécessaires à sa tâche historique ?

Dans la perspective de la construction d'un réseau de l'autonomie ouvrière, nous serions, selon le P.I.C, des confusionnistes et il précise qu'il a "rejeté toute tentative de cette sorte basée sur la précipitation et la participation de groupes non dégagés des fanges de la contre-révolution ou confus"...Mais en fait, que nous reproche le P.I.C ? C.P.A.O s'est constitué sans et contre les groupes cités ; nous aurions préféré, à l'époque, avoir le soutien du P.I.C dans notre critique de ces groupes, mais peut-être le P.I.C veut ignorer l'existence de ces groupes et se replier sur lui-même ? Mais alors pourquoi se tourner vers les G.A.O qui sont généralement sur des positions POLITIQUES similaires aux groupes confusionnistes, encore une fois la question se pose : le P.I.C aurait-il deux langages POLITIQUES, deux comportements PRATIQUES suivant ses interlocuteurs selon leur appartenance sociologique ?

.../...

A propos de la question de notre réponse à votre texte "Mise au point sur l'autonomie ouvrière", nous continuons à ne pas comprendre pourquoi il était "justifié" de ne pas la faire paraitre, nous ne sommes pas des démocrates,mais nous ne voyons pas quel intérêt vous aviez à l'époque à caricaturer nos positions en nous présentant comme une secte communautariste, proudhono-léniniste, moderniste, etc...Vous parlez de calomnies et de propagation de mensonges,nous constatons que vous n'avancez pas un seul argument nous concernant allant dans ce sens...

Vous nous reprochez d'avoir tenu un meeting avec la Fédération Anarchiste à Rouen, c'est à dire avec des gens qui, d'après vous, se réclament de Proudhon. Outre le fait que l'état général du mouvement anarchiste ne permet plus de les caractériser précisément et que ce n'est plus à proprement parler le "proudhonisme" des anarchistes qui est génant (et nous n'avons pas tu nos critiques à ces camarades), il nous semble étrange que vous ne soyiez pas géné par la présence de "proudoniens" dans le G.A.O - Sochaux, ni du fait que celui-çi ait,un jour, signé un tract avec...l'HUMANITE ROUGE ! Est-ce que cela c'est de la calomnie ou des mensonges ?

Nous savons que la mise sur pied d'un réseau prolétarien autonome est une affaire complexe et que C.P.A.O ne pourra pas, seul, mener cette tâche, mais nous savons que les fractions communistes n'ont pas d'autre choix que de travailler à fond à l'organisation autonome de la classe, condition première et essentielle de la révolution communiste ! Et nous demandons, publiquement, au P.I.C de répondre à notre proposition de rencontre du 4/3/78 afin de débattre clairement de nos perspectives respectives...

fraternellement,
pour C.P.A.O
Lopez

LE TEXTE SUIVANT EST TRADUIT DU NUMERO D'AOUT 1977 DE LA REVUE ITALIENNE "LIAISONS POUR UNE ORGANISATION DIRECTE DE CLASSE"

NOTES SUR LE REFORMISME.

Ces notes sont le premier résultat d'une discussion qui s'est développée entre un groupe de camarades et des collectifs de la région milanaise. On y traite essentiellement d'une esquisse préparatoire à un travail de recherche ouvrière sur la question réformiste; recherche à développer soit au niveau de l'usine et du secteur, soit dans le rapport entre les comportements ouvriers et le système des partis et des syndicats.

1/ La déterminante la plus générale pour affronter la question réformiste est la compréhension du réformisme établi comme aspect de l'action de classe, qui fonde sa légitimité sociale sur la dynamique même du comportement ouvrier plus que sur les exigences de commande du capital. Le motif pour lequel nous partons de ce type de préambule est le fait que nous entendons affronter le réformisme non comme une institution bureaucratique ou comme idéologie, mais comme une force matérielle (qui inclue aussi les institutions bureaucratiques et les idéologies) capable de maintenir contre la lutte de classes un concencus ouvrier plus ou moins actif et d'en disposer de manière à lutter contre toutes les tendances à l'auto-organisation et à la rupture de la normalité capitaliste. C'est seulement à partir de ce préambule qu'il est possible d'éviter les écueils sur lesquels s'enferrent toutes critiques du réformisme qui placent au centre des aspects réels mais partiels de son existence sociale:

Une conception idéaliste de type analytique communiste traditionnel, (qui comprend une bonne partie des "oppositions historiques" depuis les marxistes-léninistes jusqu'à quelques composantes anarchistes) pour laquelle la lutte de classes ne produit pas par elle-même un projet social antagoniste, projet qui est le patrimoine des "révolutionnaires" détenteurs de la conscience de classe. Ce type d'approche se fonde sur l'opposition explicite entre l'élaboration théorique-idéologique et le mouvement réel de la lutte de classes; opposition à la base de laquelle nous retrouvons l'idée que la conscience socialiste est le sommet de la science bourgeoise et non l'expression de l'antagonisme entre les classes. L'inexactitude pratique de ce type d'approche a été amplement vérifiée par la marginalisation de certains partisans de la lutte des classes, ou par une cooptation pure et simple de certains communistes au mouvement réformiste ouvrier.

Une analyse qui, récupérant des instruments de type sociologique (en particulier l'ouvrièrisme italien), a travailler pour modifier la composition de classe, allant jusqu'à individualiser petit à petit les couches prolétaires qui exprimaient leur antagonisme au degré le plus fort. Ce type d'approche, s'il a permis de rompre le ghetto du minoritarisme de gauche en reliant l'action politique aux comportements ouvriers, d'un autre côté il a démontré qu'il ne pouvait être que limité dans le temps, dans la mesure ou la vitesse même de la restructuration redéfinissait continuellement la composition de la classe. De plus, la recherche d'une image prolétaire type a fini par produire toute une série de fausses images, et par-dessus tout l'incapacité de saisir la nouvelle subjectivité ouvrière d'une manière nouvelle, c'est-à-dire par la somme des subjectivités partielles définies sociologiquement (masses ouvrières, jeunes travailleurs, femmes, chômeurs, travailleurs cociaux).

Ces deux approches réunies par la nécessité de reconduire le mouvement réel à des structures organisatrices données ont fini, non par se combattre mutuellement, mais par fonctionner comme deux aspects de la même incapacité à se reporter aux exigences de l'auto-organisation de classe.

2 / Cette nature contradictoire de la classe et de ses rapports avec le capital est contenue dans chacune de ses articulations. Elle apparait immédiatement comme contradictions entre les affirmations de ses intérets matériels propres, l'attaque des décisions capitalistes, la perception de la possibilité de vivre suivant ses propres besoins d'une part, et la nécessité de garantir sa propre survie à l'intérieur de la structure capitaliste d'autre part, survie elle-même fondée sur l'existence du capitalisme. De là découle une énorme difficulté pour les travailleurs d'élaborer une critique précise du capitalisme. La lutte de classes semble être un heurt sans fin qui suit un cycle lutte-restructuration-lutte en se mesurant avec un capital qui semble tirer sans cesse des forces neuves de ses défaites partielles. Mais cette difficulté ne justifie aucune théorie qui veuille substituer à l'action directe de classe et aux rapports sociaux que cette action produit,,une quelconque solution"organisative", ou de toute manière une division des rôles reproduisant celle imposée par le capital. Au contraire il s'agit de partir de cette contradiction pour rassembler les points de rupture, les moments dans lesquels le mouvement de classe surpasse ses propres limites, les moments où ce mouvement de classe affirme ses pouvoirs et son organisation prolétaire. Sinon, on est obligé de suivre à fond cette voie, obligé de refluer vers des positions déterminant que l'action ouvrière est sujette au patrimoine communiste d'une organisation; ou bien encore on est obligé de vivre l'action prolétaire comme action syndicale, comme une négociation de la misère salariée à l'intérieur de rapports sociaux et productifs que le capital impose. Et encore une fois il n'est pas fortuit que deux conceptions aussi mal formulées conduisent à diviser les luttes en action syndicale d'une part, et action politique d'autre part.

3/ Si le côté antagoniste de l'action prolétaire est avant tout la défense des interêts mêmes de la classe, ce côté antagoniste est sous-affermé à la nécessité de "garantir" chaque conquête d'une manière ou d'une autre. Sa pression sur le capital pour obtenir ces garanties détermine la possibilité d'existence de chaque organisation réformiste, la manière dont ces garanties sont lâchées par le capital et maintenues determine la forme du réformisme. En consequence les formes qui assument cette tendance doivent être toutes considérées comme étant les expressions d'un même mouvement et de plus il faut considérer que la force du réformisme est liée indissociablement à sa force organisative. En apparence le syndicat et le P.C.I. sont forts parce que bien organisés et dotés de structures efficientes; parce que capable de conquérir sans cesse de nouveaux leviers du pouvoir. Mais tout ceci n'est que l'expression tangible de leur affirmation des rôles subalternes que doivent jouer les classes. Nous pouvons vérifier la véracité de cette affirmation apparamment "dépassée" lorsque nous regardons les buts des groupes extra-parlementaires, et par dessus tout des nouvelles structures syndicales. Aboutissement d'un nouveau cycle de lutte ouvrières ils n'ont pu remplir qu'un rôle néo-réformiste dans la mesure où le terrain sur lequel ils évoluent (la négociation et la médiation) ne peut être"exorcisé" ni par une conception idéo-

logique "révolutionnaire",,ni dans une forme organisatrice (la démocratie de base). En peu de temps ils ont dû rectifier leur tir et se poser en simple élément d'organisation du vieux mouvement ouvrier; la vitesse même de cette évolution démontre comment le capitalisme ne permet pas de survivre longtemps (comme il est advenu dans d'autres périodes historiques) à des organisations réformistes par la pratique et révolutionnaires par la théorie, et ce parce que les données qu'ils ont introduit dans le vieux mouvement ouvrier sont désormais des forces matérielles opérantes dans la contestation de tous les rapports sociaux.

4/ En abordant une analyse plus précise du "cas italien" la question de la garantie de la classe ouvrière suppose plusieurs champs de référence:

L'expansion des dépenses publiques, sur lesquelles se greffe la question de l'occupation et des services que la force ouvrière produit, a provoqué un regonflement relatif du travail indirectement productif que le capital a utilisé soit pour donner un débouché à la pression ouvrière, soit pour développer son contrôle sur le travail directement productif. Apropos des dépenses publiques il est important de dévoiler que son expansion a fonctionné, dans les phases précédentes, comme un instrument servant à garantir l'offre et la demande et de là comme instrument anti-cyclique. En même temps il faut dire que le type d'expansion des dépenses publiques n'est pas le fruit d'une abstraction choisie par le capital, mais qu'il est déterminé soit par la pression ouvrière, soit par les forces et par les luttes des travailleurs des services publics; ce qui n'est pas le cas si le débit des dépenses est géré par le capital qui s'en sert par-dessus tout comme d'un instrument pour reconstruire la discipline du travail.

Les participations de l'état utilisées comme moyen de reporter sur lui les secteurs moins productifs soit parce qu'en retard soit parce que nécessitant des investissements insoutenables pour l'initiative privée. De cette manière on a différé l'explosion de toute une série de secteurs (alimentaires, sidérurgiques, chimiques ect...) accentuant en même temps la concentration. Tandis que l'expansion de la dépense publique est une caractéristique commune à tous les pays industrialisés, la participation de l'état exprime par elle-même une faiblesse relative du capital, une difficulté d'accumulation dérivant de facteurs divers (division internationale du travail, des sphères d'influences, et des ressources au premier chef). En pratique il s'agit d'un moyen qui, devant une chute de la production, devient, comme du reste la dépense publique, une circonstance aggravante de la crise et non plus un moyen d'en sortir.

L'accroissement du poids de l'état dans la détermination des rapports entreprise-travailleurs, soit au travers des mécanismes juridiques (statut des travailleurs), soit au-travers des deux phénomènes étatiques expliqués ci-dessus.

On détermine ainsi un terrain de rencontre entre les classes plus articulé et plus complexe que dans la phase capitaliste libérale. La thèse capitaliste de ce processus est le développement et la centralisation du pouvoir sur la classe; la thèse ouvrière étant une meilleure rigidité des marchés et de l'organisation du travail. La forme politique qui correspond le mieux au capitalisme est un type de démocratie que l'on peut appeler démocratie sociale, de par le strict entrelacement entre pouvoir politique et pouvoir économique desquels elle est l'expression. Dans le cadre de la démocratie sociale le mouvement réformiste ouvrier assume en substance une autonomie rela-

tive des comportements immédiats de classe, non dans le sens théorisé par les idéologues de "l'autonomie du politique", mais plus simplement dans le sens de la construction par les réformistes de structures propres de pouvoir politique et économique nettement séparées de l'action directe de classe.

5/ Sur cette base, nous pouvons essayer de définir deux phases dans le rapport entre classe et réformisme de ces dix dernières années:

Jusqu'en 1973 la lutte ouvrière s'est développée en dialectique dans les vieilles organisations, les utilisant comme couverture et pour tenter de rompre le ghetto dans lequel la restructuration du capitalisme tendait à enfermer le P.C.I. et la C.G.I.L. (centre-gauche, hypothèse de syndicat socialiste). Dans cette phase, le réformisme, à travers toute une série de contradictions s'est réarticulé à plusieurs niveaux; il est reparu dans l'usine par le biais du C.D.F, il a intégré toute une série de franges dissidentes par l'autonomie et l'unité syndicale, il s'est développé dans des secteurs neufs, comme l'école, par la C.G.I.L. la cooptation des intellectuels de 68, ou des franges du mouvement étudiant, il a rallié des secteurs de techniciens et de classes moyennes de production à la recherche de couverture politique. En même temps il a ouvert une série de débats avec de nombreux composants du capital public ou privé, adaptant ses propres instruments théoriques à la situation changeante et développant de nouvelles médiations.

A travers la crise la lutte ouvrière vécut la destruction du cycle précédent, c'est-à-dire la rigidité, à travers le bloc de la demande (de travail), de la décentralisation, du poids de la dépense publique, de la crise des P.P.S.S. En pratique ceux qui était les points d'appui de l'action ouvrière devinrent des éléments de faiblesse parce que l'intégration entre le public et le privé permet au capital d'attaquer la classe globalement en posant en discussion les conditions même de survie.

C'est vraiment dans cette phase que le réformisme recueille les fruits les plus riches de sa propre habileté tactique, se libérant des entraves dérivant de sa propre idéologie "socialiste" (qui signifie en prospective la tentative de conduire l'Italie vers le capitalisme d'état au travers de la réagrégation des productions autour de la consommation sociale, et en pratique l'auto-ghettisation dans un rôle d'opposition qui exploitait les interêts subalternes de la classe ouvrière). Cette phase peut tourner à un rôle beaucoup plus profitable, c'est-à-dire restructurer autour de quelques garanties relatives de sauvegarde du travail et du salaire les secteurs prolétaires immédiatement nécessaires à l'accumulation; laissant aller à l'abandon les couches qui ne sont pas aujourd'hui immédiatement utilisables dans cette prospective, ce qui implique aussi les mouvement de Rome et de Bologne. Tout ceci a bien peu à voir avec le problème de savoir si le P.C.I. est devenu "social-démocratique". C'est une question qui ne peut interesser que les nostalgiques de la 3° Internationale. En réalité le P.C.I. peut se permettre de rester tranquillement staliniste, soit par les liens internationaux qui maintiennent néanmoins les polémiques sur l'eurocommunisme, soit par sa propre structure interne, soit enfin par le statut éthique du travail vers lequel nous allons aujourd'hui, au-delà des vieilles polémiques entre démocratie et stalinisme, qu'il utilise à ses fins.

6/ La redéfinition du rapport classe ouvrière-réformisme tourne autour de la "culture de la crise". La classe ouvrière doit, suivant les thèses du réformisme, se responsabiliser à

fond pour le sauvetage du capitalisme et lui permettre d'utiliser ce processus comme passage à son assimilation définitive à l'état. A ce projet on voit s'opposer:

Des explosions impromptues de luttes au niveau des industries, comme celle de juin dont le poids est peut-être encore assez modeste, mais doit être aussi considerée en rapport avec une résistance passive des travailleurs devant les tentatives pour les amener à renforcer l'économie de l'état.

Une forte combativité dans le secteur des services publics, liée directement à la condition ouvrière (cantonniers, etc), à la politique des salaires misérables de l'état-patron, à une relative sécurité de l'emploi, à un rare enracinement du syndicat qui par ailleurs, se pose plus que nulle part, comme une contre-partie du capital, bien que es facteurs n'expliquent pas la radicalisation de ces secteurs prolétaires et n'en limitent pas la fin.

L'essence même de la recomposition de classe qui va donner des contenus neufs à la lutte, dans la mesure où le groupe des travail leurs directement productifs et qui donc se heurte directement avec le capital, non seulement n'est pas en diminution (comme le théorisent les tendances variées des marginalistes et des ouvrièristes), mais au contraire s'étend à des faisceaux nouveaux de travailleurs et produit une nouvelle homogénéité de classe. Ce processus long et contradictoire ne peut signifier naturellement une poursuite infinie des comportements de classe, mais se fonde sur la conscience que la base matérielle de l'antagonisme de classe dans la production va en se développant et certainement pas en se comprimant.

Le terrain d'une redéfinition des achèvements organisatifs des travailleurs et des prolétaires révolutionnaires. Une fois tombée la logique de la division des composantes organisatives, il s'agit de s'organiser pour couvrir tout le cycle de la lutte. Certes parler aujourd'hui à un réseau de militants déformés par l'expérience des groupuscules et des syndicats, écartés de la dimension stratégiques de la lutte par les "avant-gardes" néo-réformistes et militaristes n'est pas une chose facile. Mais il serait aveugle de se limiter à pleurer comme beaucoup le font sur les malheurs de l'actuelle gauche ouvrièriste, de se limiter à théoriser sur l'effondrement de l'usine et autres aménités faciles. L'expérience qui a muri ces dernières années est déjà en elle-même un énorme instrument organisatif, dans la mesure où elle permet aux fractions prolétaires révolutionnaires, qui vont en se développant aujourd'hui, d'affronter la situation sans illusions, de travailler explicitement à une alternative radicale face au vieux mouvement ouvrier, fondée sur l'inévitabilité d'une lutte et sur laquelle se joue toute la condition ouvrière.

7/ NOTES SUPPLEMENTAIRES SUR LE FASCISME ET LE REFORMISME

Dans les crises précédentes la bourgeoisie s'en est sortie dans bien des cas par l'adoption de régimes fascistes.

Le fascisme, outre qu'il repprime les luttes ouvrières, fut aussi la face politico-militaire d'une restructuration capitaliste fondée avant tout sur un accroissement de la production lié à l'introduction de la chaine de montage et de l'organisation scientifique du travail; et ce à un niveau d'intégration entre l'état et l'entreprise supérieur au précédent. Aujourd'hui il n'y a plus la possibilité de reprendre un processus analogue, et donc une révolution basée seulement sur les rapports sociaux ne rencontrerait que ses propres limites, de même que le prix à payer pour le capital à la fin de la lutte serait probablement supérieur à tous les avantages que ce même capital pourrait en obtenir. Pour celui qui étudie le concencus d'une relance de l'accumulation gérée de manière complètement autoritaire, et manquant d'un bond en avant

de la technologie (et de la création de nouvelles figures privilègiées liées à la dynamique de la production et de la distribution), il est beaucoup plus facile de recycler le vieux personnel de la politique ouvrièriste réformiste en fonction répressive, lui qui demande sa requalification et son expansion et certainement pas sa suppression pure et simple.

D'autre part le niveau d'intégration internationale rend impossible la récupération pure et simple d'idéologie et de régimes nationalistes dans les pays industrialisés, l'idéologie de la guerre ne pouvant être appliquée à défaut de guerre sérieuse, et utilisée sans critères elle peut apporter à l'ordre capitaliste plus de dommages que d'avantages. De même une relance pure et simple de la guerre froide va à l'encontre de l'intégration toujours plus grande entre l'économie occidentale et l'économie orientale, facteur qui redimensionne au moins en partie le poids véritable de la lutte entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. De là il est improbable aujourd'hui qu'une récupération d'instruments de pouvoir sur une grande échelle soit possible. L'ennemi contre lequel diriger la force prolétaire devient la crise, la pénurie de matières premières, la pollution, la violence interne. De là surgissent de nouvelles idéologies (austérité, écologie, etc) qui sont apparement plus en faveur des forces démocratiques et progressistes que des forces ouvertement réactionnaires. Une question démocratique et progressiste de la pénurie est aujourd'hui un terrain d'entente consolidé entre le réformisme du haut du capital et le réformisme du bas du mouvement ouvrier.

CONTACT ET INFORMATIONS : MARCO MAIOLANI C.P 4046 20125 MILANO
ITALIE

Nous répondrons dans un bulletin ultérieur aux problèmes soulevés par ces camarades italiens du groupe"COLLEGAMENTI per l'organizzazione diretta di classe".

C.P.A.O

A PROPOS DE L'ARTICLE DE LA PAGE 11 SUR LE C.C.I ET BATTAGLIA COMUNISTA ON PEUT CONTACTER CES GROUPES AUX ADRESSES SUIVANTES :

PARTITO COMUNISTA INTERNAZIONALISTA
CASELLA POSTALE 1753 - 20100 MILANO

REVOLUTION INTERNATIONALE B.P 219
75287 PARIS CEDEX 17

Dans la"revue internationale" n° 13, organe thóorique du C.C.I, ce dernier poursuit sa polémique avec BATTAGLIA COMUNISTA ; on regretera que le C.C.I fasse le reproche à B.C d'avoir invité à sa conférence deux organisations trotskystes françaises, à savoir COMBAT COMMUNISTE et...UNION OUVRIERE...Quelles qu'aient été les lacunes d'U.O il nous semble simpliste de la réduire à un groupe trotskyste n'ayant pas "sa place dans une conférence de communistes..."En fait ce type de position ultra-sectaire de la part du C.C.I a aussi, dans une certaine mesure, été une des causes du naufrage des énergies révolutionnaires contenues dans un groupe comme U.O...Les pourfendeurs du modernisme se sont dans ce cas là avérés être leurs complices objectifs, il serait tant que le C.C.I tire le bilan de sa pratique face au modernistes et au confusionnistes plutôt que de se conforter dans les excommunications faciles.

L.

SUPPLEMENT A COMBAT POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE N°6

ABONNEZ-VOUS !

50 F POUR 10 NUMEROS DE "COMBAT POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE" ET LE BULLETIN CRITIQUE.

Adressez les chèques à :
PAUL SANTELMANN CCP 33 813 99 Z LA SOURCE

CORRESPONDANCE :
PAUL SANTELMANN B.P 3457 59 019 LILLE CEDEX

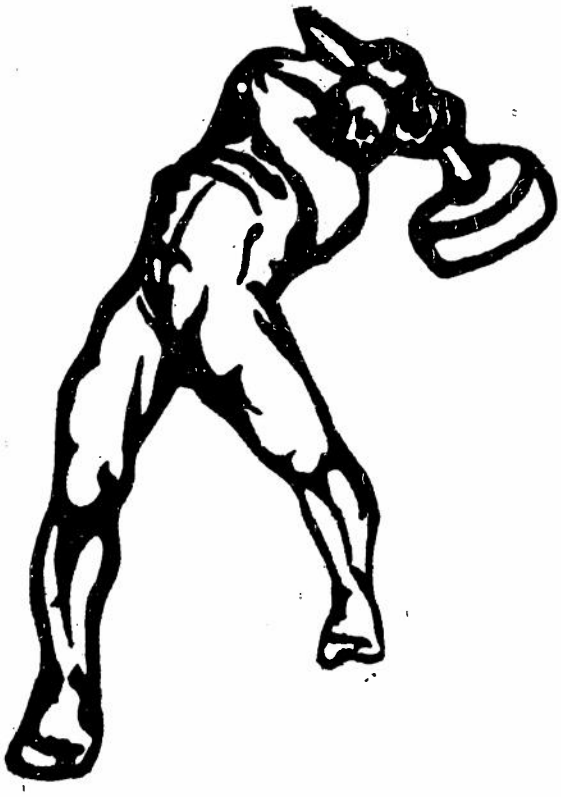
Directeur de publication : D.POTIER
Commission paritaire en cours.
IMPRIMERIE VERE
Dépot légal : 2eme trimestre 78

Contact à :

HERVE ARSON B.P 244 76 120 GRAND QUEVILLY

J.G B.P 108 13 204 MARSEILLE CEDEX 1

C.P.A.O c/o LIBRAIRIE PARALLELES
47, rue St HONORE 75 001 PARIS



lisez Combat Pour l'Autonomie Ouvrière

AU SOMMAIRE DU N°6 (MAI 78):

-1er Mai : A bas la fête du travail salarié !
-P.C.F : crise d'un parti bourgeois...
-De la réalisation de soi selon le Capital...
-Espagne : Vive la lutte des travailleurs espagnols contre le capitalisme et ses valets !
-Argentine : trajectoire politique de la classe dominante et lutte du prolétariat
-Iran : vague d'émeutes
-Palestine
...